



Associazione fra le Società di Factoring Italiane

CIRCOLARE TECNICA 32/93

Milano, 15 settembre 1993

OGGETTO: Ratifica ed esecuzione della convenzione UNIDROIT sul factoring internazionale.

Il Segretario Generale
Prof. A. Carretta

DISTRIBUZIONE:

ABF FACTORING
BAI FACTORING
BARCLAYS FACTORING
BN COMMERCIO E FINANZA
BOLEFIN FACTOR
CARIPUGLIA
CBI FACTOR
CENTRO FACTORING

COFIRI FACTOR
COMIT FACTORING
CREDIT FACTORING
DESIO E BRIANZA FACTORING
ENERGY FACTOR
FACTOR INDUSTRIALE
FACTORIT
FARMAFACTORING
FIME FACTORING
FIN-ECO FACTORING
FINROMA
FIRST CHEMICAL FACTORING
FISCAMBI FACTORING
GEFACTOR

GENERAL FACTOR
IBM FACTORING
I.F.I.S. FACTORING
IPITALIA

MEDIOFACTORING

MEDIOLANUM FACTOR
MONTE PASCHI FACTOR
OLIVETTI FINFACTORING
PADANA FACTORING
RIESFACTORING
SANPAOLO NUCLEO CENTRALE FACTORING
SAVAFACTORING

SELEFACTOR
SERFACTORING
SIFIND
SOPAFACOR
SPEI FACTORING
SUD FACTORING
TIRRENA PROFESSIONAL FACTOR
TRADE FACTORING
UFB FACTORING ITALIA
VENETA FACTORING

DOTT. SINNONA
DOTT. RATTI
DOTT. VINCENT
DOTT. CORAGGIO
DOTT. FERRONI
Direzione Generale
AVV. BONDIOLI
DOTT. GUIDUCCI
AVV. DEL FRATE
DOTT. LENCI
SIG. INGRASSIA
SIG. VISANI
RAG. BARBIERI
DOTT. D'AURO
DOTT. VAZZA
DOTT. BADOLIO
DOTT. IANTOSCA
DOTT. AMBROSIO
RAG. FACCHETTI
DOTT. BOCCADAMO
DOTT. DEI POLI
DOTT. BURCHI
DOTT. PIEROTTI
DOTT. ROVELLI
RAG. CASAMASSIMA
RAG. NIVINI
DOTT. ACQUARONE
AVV. SCIUME'
DOTT. MUSSO
DOTT. FIORIO
DOTT. TANSINI
DOTT. SACCHI
DOTT. ZENONI
RAG. ZUIN
DOTT. ALACEVICH
RAG. LODI
RAG. DE PALO
SIG. HAIM
DOTT. FURLOTTI
DOTT. BUGLIONI DI MONALE
DOTT. GUIDORIZZI
DOTT. MALERBA
DOTT. CREMA
Direzione Generale
DOTT. PRINCIPE
DOTT. GRECO
DOTT. VITTORI
DOTT. VALAGUSSA
DOTT. CANETTA
DOTT. BARBUI

Presidenza e Segreteria:
Via Cerva, 9 - 20122 Milano MI
Telefono: (02) 76020127 - Telefax: (02) 76020159

Sede legale:
Via della Posta, 3 - 20123 Milano MI

Codice Fiscale 97067880159 - Partita I.V.A. 10316950152

Trasmettiamo il testo della legge 14 luglio 1993 n. 260, relativo alla ratifica ed esecuzione della convenzione UNIDROIT sul factoring internazionale, pubblicata sulla Gazzetta Ufficiale di sabato 31 luglio 1993 n. 178.

Precisiamo inoltre che, a quanto risulta attualmente all'Associazione, la convenzione è stata ratificata anche da Nigeria e Francia (quest'ultima con la riserva di cui all'art. 18).

Il Ministero degli esteri italiano dovrà ora inviare la documentazione, ai fini del deposito dello strumento di ratifica, al Ministero degli Esteri canadese.



Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Sabato, 31 luglio 1993

**SI PUBBLICA TUTTI
I GIORNI NON FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85001

N. 67

LEGGE 14 luglio 1993, n. 257.

Ratifica ed esecuzione del protocollo n. 9 alla convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, fatto a Roma il 6 novembre 1990.

LEGGE 14 luglio 1993, n. 258.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla equipollenza generale dei periodi di studi universitari, fatta a Roma il 6 novembre 1990.

LEGGE 14 luglio 1993, n. 259.

Ratifica ed esecuzione della convenzione UNIDROIT sul *leasing* finanziario internazionale, fatta ad Ottawa il 28 maggio 1988.

LEGGE 14 luglio 1993, n. 260.

Ratifica ed esecuzione della convenzione UNIDROIT sul *factoring* internazionale, fatta ad Ottawa il 28 maggio 1988.

LEGGE 14 luglio 1993, n. 260.

Ratifica ed esecuzione della convenzione UNIDROIT sul *factoring* internazionale, fatta a Ottawa il 28 maggio 1988.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione UNIDROIT sul *factoring* internazionale, fatta a Ottawa il 28 maggio 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 14 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 luglio 1993

SCÀLFARO

CIAMPI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREATTA, *Ministro degli affari esteri*

Visto, il Guardasigilli: CONSO

Convention d'Unidroit sur l'affacturage international

Fait à Ottawa le 28 mai 1988

**CONVENTION D'UNIDROIT SUR
L'AFFACTURAGE INTERNATIONAL**

**LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE
CONVENTION,**

CONSCIENTS du fait que
l'affacturage international a une
fonction importante à remplir dans
le développement du commerce
international,

RECONNAISSANT en conséquence
l'importance d'adopter des règles
uniformes établissant un cadre
juridique qui facilitera
l'affacturage international et de
veiller à l'équilibre entre les
intérêts des différentes parties à
l'opération d'affacturage,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

**CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION ET
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Article premier

1.- La présente Convention
régit les contrats d'affacturage et
les transferts de créances décrits
dans le présent Chapitre.

2.- Au sens de la présente
Convention, on entend par "contrat
d'affacturage" un contrat conclu
entre une partie (le fournisseur)
et une autre partie (l'entreprise
d'affacturage, ci-après dénommée le
cessionnaire) en vertu duquel:

a) le fournisseur peut
ou doit céder au cessionnaire des
créances nées de contrats de vente
de marchandises conclus entre le
fournisseur et ses clients
(débiteurs), à l'exclusion de ceux
qui portent sur des marchandises
achetées à titre principal pour
leur usage personnel, familial ou
domestique;

b) le cessionnaire doit prendre en charge au moins deux des fonctions suivantes:

- le financement du fournisseur, notamment le prêt ou le paiement anticipé;

- la tenue des comptes relatifs aux créances;

- l'encaissement de créances;

- la protection contre la défaillance des débiteurs;

c) la cession des créances doit être notifiée aux débiteurs.

3.- Dans la présente Convention, les dispositions qui s'appliquent aux marchandises et à leur vente s'appliquent également aux services et à leur prestation.

4.- Aux fins de la présente Convention:

- a) une notification par écrit n'a pas besoin d'être signée, mais doit indiquer par qui ou au nom de qui elle est faite;

- b) une "notification par écrit" comprend également les télégrammes, les télex ainsi que tout autre moyen de télécommunication de nature à laisser une trace matérielle;

- c) une notification par écrit est donnée lorsqu'elle est reçue par le destinataire.

Article 2

1.- La présente Convention s'applique lorsque les créances cédées en vertu d'un contrat d'affacturage naissent d'un contrat de vente de marchandises entre un fournisseur et un débiteur qui ont leur établissement dans des Etats différents et que:

a) ces Etats ainsi que l'Etat où le cessionnaire a son établissement sont des Etats contractants; ou

b) que le contrat de vente de marchandises et le contrat d'affacturage sont régis par la loi d'un Etat contractant.

2.- L'établissement auquel il est fait référence dans la présente Convention désigne, si l'une des parties a plus d'un établissement, l'établissement qui a la relation la plus étroite avec le contrat en question et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion de ce contrat.

Article 3

1.- L'application de la présente Convention peut être exclue:

a) par les parties au contrat d'affacturage; ou

b) par les parties au contrat de vente de marchandises à l'égard des créances nées soit au moment soit après que la notification par écrit de cette exclusion a été faite au cessionnaire.

2.- Lorsque l'application de la présente Convention est exclue conformément au paragraphe précédent, cette exclusion ne peut porter que sur l'ensemble de la Convention.

Article 4

1.- Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son objet, de ses buts tels qu'ils sont énoncés dans son préambule, de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application ainsi que d'assurer le respect de la bonne foi dans le commerce international.

2.- Les questions concernant les matières régies par la présente Convention et qui ne sont pas expressément tranchées par elle seront réglées selon les principes généraux dont elle s'inspire ou, à défaut de ces principes, conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

CHAPITRE II - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 5

Dans les seuls rapports entre les parties au contrat d'affacturage:

a) une clause du contrat d'affacturage prévoyant la cession de créances existantes ou futures est valable, même en l'absence de leur désignation individuelle, si lors de la conclusion du contrat ou à leur naissance elles sont déterminables;

b) une clause du contrat d'affacturage en vertu de laquelle des créances futures sont cédées opère leur transfert au cessionnaire dès leur naissance, sans nécessité d'un nouvel acte de transfert.

Article 6

1.- La cession de la créance par le fournisseur au cessionnaire peut être réalisée nonobstant toute convention entre le fournisseur et le débiteur prohibant une telle cession.

2.- Toutefois, ladite cession n'a pas d'effet à l'égard du débiteur qui, lors de la conclusion du contrat de vente de marchandises, a son établissement dans un Etat contractant qui a fait la déclaration prévue à l'article 18 de la présente Convention.

3.- Les dispositions du paragraphe 1 ne portent pas atteinte à toute obligation de bonne foi qui incombe au fournisseur envers le débiteur ou à toute responsabilité du fournisseur à l'égard du débiteur du chef d'une cession réalisée en contravention des termes du contrat de vente de marchandises.

Article 7

Dans les seuls rapports entre les parties au contrat d'affacturage, le contrat peut valablement prévoir le transfert, directement ou par un nouvel acte, de tout ou partie des droits du fournisseur provenant de la vente de marchandises, y compris le bénéfice de toute disposition du contrat de vente de marchandises réservant au fournisseur la propriété des marchandises ou lui conférant toute autre garantie.

Article 8

1.- Le débiteur est tenu de payer le cessionnaire s'il n'a pas eu connaissance d'un droit préférable et si la notification par écrit de la cession:

a) a été donnée au débiteur par le fournisseur ou par le cessionnaire en vertu d'un pouvoir conféré par le fournisseur;

b) précise de façon suffisante les créances cédées et le cessionnaire à qui ou pour le compte de qui le débiteur doit faire le paiement; et

c) concerne des créances qui naissent d'un contrat de vente de marchandises qui a été conclu soit avant soit au moment où la notification est donnée.

2.- Le paiement par le débiteur au cessionnaire est libératoire s'il est fait conformément au paragraphe précédent, sans préjudice de toute autre forme de paiement également libératoire.

Article 9

1.- Au cas où le cessionnaire forme contre lui une demande en paiement d'une créance résultant du contrat de vente de marchandises, le débiteur peut invoquer contre le cessionnaire tous les moyens de défense dérivant du contrat qu'il aurait pu opposer si la demande avait été faite par le fournisseur.

2.- Le débiteur peut aussi exercer contre le cessionnaire tout droit à compensation relatif à des droits ou actions existants contre le fournisseur en faveur duquel la créance est née, et qu'il peut

invoker à l'époque où la notification par écrit de la cession a été donnée conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 8.

Article 10

1.- Sans préjudice des droits conférés au débiteur par l'article 9, l'inexécution ou l'exécution défectueuse ou tardive du contrat de vente de marchandises ne permet pas au débiteur de recouvrer le paiement qu'il a fait au cessionnaire, s'il dispose d'un recours en répétition des sommes payées au fournisseur.

2.- Néanmoins, le débiteur qui dispose d'un tel recours contre le fournisseur peut recouvrer le paiement qu'il a fait au cessionnaire dans la mesure où:

a) le cessionnaire ne s'est pas acquitté de son obligation de payer au fournisseur les créances cédées; ou

b) le cessionnaire a payé à un moment où il avait connaissance de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse ou tardive par le fournisseur du contrat de vente ayant trait aux marchandises dont il a reçu paiement du débiteur.

CHAPITRE III - CESSIONS SUCCESSIVES

Article 11

1.- Lorsqu'une créance est cédée par un fournisseur à un cessionnaire en vertu d'un contrat d'affacturage régi par la présente Convention:

a) sous réserve des dispositions de l'alinéa b) du présent paragraphe, les règles énoncées dans les articles 5 à 10 s'appliquent à toute cession successive de la créance par le cessionnaire ou par un cessionnaire successif;

b) les dispositions des articles 8 à 10 s'appliquent comme si le cessionnaire successif était l'entreprise d'affacturage.

2.- Aux fins de la présente Convention, la notification au débiteur de la cession successive constitue également notification de la cession à l'entreprise d'affacturage.

Article 12

La présente Convention ne s'applique pas à une cession successive interdite par le contrat d'affacturage.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 13

1.- La présente Convention sera ouverte à la signature à la séance de clôture de la Conférence diplomatique pour l'adoption des projets de Conventions d'Unidroit sur l'affacturage international et sur le crédit-bail international et restera ouverte à la signature de tous les Etats à Ottawa jusqu'au 31 décembre 1990.

2.- La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les Etats qui l'ont signée.

3.- La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats qui ne sont pas signataires, à partir de la date à laquelle elle sera ouverte à la signature.

4.- La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du depositaire.

Article 14

1.- La présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2.- Pour tout Etat qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 15

La présente Convention ne prévaut pas sur un traité déjà conclu ou à conclure.

Article 16

1.- Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent dans les matières régies par la présente Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à

toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration par une nouvelle déclaration.

2.- Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et désigneront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3.- Si en vertu d'une déclaration faite conformément au présent article, la présente Convention s'applique à l'une ou plusieurs des unités territoriales d'un Etat contractant, mais non pas à toutes et si l'établissement d'une partie est situé dans cet Etat, cet établissement sera considéré, aux fins de la présente Convention, comme n'étant pas situé dans un Etat contractant, à moins qu'il ne soit situé dans une unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

4.- Si un Etat contractant ne fait pas de déclaration en vertu du paragraphe 1, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 17

1.- Deux ou plusieurs Etats contractants qui, dans des matières régies par la présente Convention, appliquent des règles juridiques identiques ou voisines peuvent, à tout moment, déclarer que la Convention ne s'applique pas lorsque le fournisseur, le cessionnaire et le débiteur ont leur établissement dans ces Etats. De telles déclarations peuvent être faites conjointement ou être unilatérales et réciproques.

2.- Tout Etat contractant qui, dans des matières régies par la présente Convention, applique des règles juridiques identiques ou voisines de celles d'un ou de plusieurs Etats non contractants peut, à tout moment, déclarer que la Convention ne s'applique pas lorsque le fournisseur, le cessionnaire et le débiteur ont leur établissement dans ces Etats.

3.- Lorsqu'un Etat à l'égard duquel une déclaration a été faite en vertu du paragraphe précédent devient par la suite un Etat contractant, la déclaration mentionnée aura, à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur à l'égard de ce nouvel Etat contractant, les effets d'une déclaration faite en vertu du paragraphe 1, à condition que le nouvel Etat contractant s'y associe ou fasse une déclaration unilatérale à titre réciproque.

Article 18

Un Etat contractant peut à tout moment déclarer, conformément au paragraphe 2 de l'article 6, qu'une cession en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 n'a pas d'effet à l'égard du débiteur qui, lors de la conclusion du contrat de vente de marchandises, a son établissement dans cet Etat.

Article 19

1.- Les déclarations faites en vertu de la présente Convention lors de la signature sont sujettes à confirmation lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation.

2.- Les déclarations, et la confirmation des déclarations, seront faites par écrit et formellement notifiées au dépositaire.

3.- Les déclarations prendront effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat déclarant. Cependant, les déclarations dont le depositaire aura reçu notification formelle après cette date prendront effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois à compter de la date de leur réception par le depositaire. Les déclarations unilatérales et réciproques faites en vertu de l'article 17, prendront effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de la réception de la dernière déclaration par le depositaire.

4.- Tout Etat qui fait une déclaration en vertu de la présente Convention peut à tout moment la retirer par une notification formelle adressée par écrit au depositaire. Ce retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le depositaire.

5.- Le retrait d'une déclaration faite en vertu de l'article 17 rendra caduque, à l'égard de l'Etat qui a fait le retrait, à partir de la date de sa prise d'effet, toute déclaration conjointe ou unilatérale et réciproque faite par un autre Etat en vertu de ce même article.

Article 20

Aucune réserve n'est autorisée autre que celles qui sont expressément autorisées par la présente Convention.

Article 21

La présente Convention s'applique lorsque des créances cédées en vertu d'un contrat d'affacturage naissent d'un contrat

de vente de marchandises conclu après l'entrée en vigueur de la Convention dans les États contractants visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2, ou dans l'État ou les États contractants visés à l'alinéa b) du paragraphe 1 dudit article, à condition que:

a) le contrat d'affacturage soit conclu après cette date; ou que

b) les parties au contrat d'affacturage soient convenues que la Convention s'applique.

Article 22

1.- La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des États contractants à tout moment à compter de la date à laquelle elle entre en vigueur à l'égard de cet État.

2.- La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

3.- La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date du dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans l'instrument de dénonciation, celle-ci prend effet à l'expiration de la période en question après le dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du dépositaire.

Article 23

1.- La présente Convention sera déposée auprès du Gouvernement du Canada.

2.- Le Gouvernement du Canada:

a) informe tous les Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré et le Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit):

i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de toute déclaration, effectuée en vertu des articles 16, 17 et 18;

iii) du retrait de toute déclaration, effectué en vertu du paragraphe 4 de l'article 19;

iv) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention;

v) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

b) transmet des copies certifiées de la présente Convention à tous les Etats signataires et à tous les Etats qui y adhèrent, et au Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit).

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Ottawa, le vingt-huit
mai mil neuf cent
quatre-vingt-huit, en un seul
original, dont les textes anglais
et français sont également
authentiques.

Unidroit

◀ ISTITUTO INTERNAZIONALE PER L'UNIFICAZIONE DEL DIRITTO PRIVATO ▶

CONVENZIONE UNIDROIT

sul

FACTORING INTERNAZIONALE

(Ottawa, 26 maggio 1988)

(Traduzione non ufficiale elaborata dal segretariato dell'Unidroit)

Roma, Settembre 1989

CONVENZIONE UNIDROIT SUL FACTORING INTERNAZIONALE

GLI STATI PARTI CONTRAENTI DELLA PRESENTE CONVENZIONE,

CONSCI del fatto che il *factoring* internazionale ha una importante funzione da svolgere nello sviluppo del commercio internazionale;

RICONOSCIUTA, di conseguenza, l'importanza di adottare regole uniformi le quali stabiliscano un quadro giuridico in grado di favorire il *factoring* internazionale e salvaguardare un giusto equilibrio di interessi tra le diverse parti dell'operazione di *factoring*,

HANNO convenuto quanto appresso:

CAPITOLO I - SFERA DI APPLICAZIONE E DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

1.- La presente Convenzione disciplina i contratti di *factoring* e le cessioni di crediti descritti nel presente Capitolo.

2.- Ai fini della presente Convenzione, si intende per "contratto di *factoring*" un contratto concluso tra una parte (il fornitore) e un'altra parte (l'impresa di *factoring*, appresso denominata cessionario) in base al quale:

a) il fornitore può cedere o cederà al cessionario crediti derivanti da contratti di vendita di merci conclusi tra il fornitore e i suoi clienti (debitori), ad esclusione dei contratti concernenti merci acquistate essenzialmente per uso personale, familiare o domestico;

b) il cessionario deve svolgere per lo meno due delle seguenti funzioni:

- il finanziamento del fornitore, attraverso, in specie, il prestito o il pagamento anticipato;
- la tenuta dei conti relativi ai crediti;
- l'incasso dei crediti;
- la protezione contro il mancato pagamento da parte dei debitori;

c) la cessione dei crediti deve essere comunicata ai debitori.

3. - Le disposizioni che in questa Convenzione si applicano alle merci e alla loro vendita si intendono applicabili anche ai servizi e alla loro fornitura.

4. - Ai fini della presente Convenzione:

a) una comunicazione scritta non ha bisogno di essere firmata, ma deve indicare da chi o a nome di chi essa è fatta;

b) "comunicazione scritta" comprende anche i telegrammi, i telex così come ogni altro mezzo di telecomunicazione tale da essere riprodotto in forma materiale;

c) una comunicazione scritta si intende per fatta quando è ricevuta dal destinatario.

Articolo 2

1. - La presente Convenzione si applica quando i crediti ceduti, in base ad un contratto di *factoring*, derivino da un contratto di vendita di merci tra un fornitore ed un debitore che abbiano la loro sede di affari in Stati diversi e quando:

a) questi Stati, così come lo Stato nel quale il cessionario ha la propria sede di affari, siano Stati contraenti; o

b) il contratto di vendita di merci e il contratto di *factoring* siano disciplinati dalla legge di uno Stato contraente.

2. - Nella presente Convenzione, il riferimento alla sede di affari di una delle parti significa, se tale parte ha più di una sede di affari, la sede che ha la più stretta relazione con il contratto in questione e la sua esecuzione, tenuto conto delle circostanze note o contemplate dalle parti in qualsiasi momento anteriore o al momento della conclusione del contratto.

Articolo 3

1. - L'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione può essere esclusa:

a) dalle parti del contratto di *factoring*; o

b) dalle parti del contratto di vendita di merci per quanto concerne i crediti che ne derivano o al momento in cui la comunicazione scritta di questa esclusione sia stata fatta al cessionario, o successivamente.

2. - Quando l'applicazione della presente Convenzione sia esclusa in conformità al precedente paragrafo, questa esclusione non può che riguardare la totalità della Convenzione.

Articolo 4

1. - Nella interpretazione della presente Convenzione, si deve avere riguardo al suo oggetto, ai suoi obiettivi così come sanciti nel preambolo, al suo carattere internazionale ed all'esigenza di promuovere l'uniformità della sua applicazione così come di assicurare l'osservanza della buona fede nel commercio internazionale.

2. - Le questioni, relative alle materie disciplinate dalla presente Convenzione e che non sono da essa espressamente regolate, sono disciplinate in conformità ai principi generali sui quali la Convenzione si basa o, in mancanza di tali principi, in conformità alla legge applicabile in virtù delle norme di diritto internazionale privato.

CAPITOLO II - DIRITTI ED OBBLIGHI DELLE PARTI**Articolo 5**

Per quanto concerne i rapporti tra le parti di un contratto di *factoring*:

a) una clausola del contratto di *factoring* che preveda la cessione di crediti esistenti o futuri non è resa invalida dall'assenza di una loro specifica individuazione, se alla conclusione del contratto o al momento della loro nascita siano riferibili al contratto;

b) una clausola del contratto di *factoring* in base alla quale siano ceduti crediti futuri produce il loro trasferimento al cessionario al momento della loro nascita, senza che sia necessario un nuovo atto di trasferimento.

Articolo 6

1. - La cessione del credito da parte del fornitore al cessionario può essere effettuata nonostante qualsiasi patto tra il fornitore e il debitore che proibisca tale cessione.

2. - Tuttavia, tale cessione non ha effetto nei confronti del debitore che, al momento della conclusione del contratto di vendita di merci, abbia la propria sede di affari in uno Stato contraente che abbia fatto la dichiarazione prevista dall'articolo 18 della presente Convenzione.

3. - Le disposizioni del paragrafo 1 non pregiudicano ogni obbligo di buona fede che incomba sul fornitore nei confronti del debitore o qualsiasi responsabilità del fornitore nei confronti del debitore per una cessione realizzata contravvenendo ai termini del contratto di vendita di merci.

Articolo 7

Per quanto concerne i rapporti tra le parti del contratto di *factoring*, questo può validamente prevedere il trasferimento, direttamente o in virtù di un nuovo atto, di tutti o parte dei diritti del fornitore derivanti dal contratto di vendita di merci, incluso il beneficio di ogni disposizione del contratto di vendita di merci che riservi al fornitore la proprietà delle merci o conferisca allo stesso ogni altra garanzia.

Articolo 8

1. - Il debitore è tenuto a pagare il cessionario se e solo se il debitore non sia a conoscenza della esistenza di un diritto prioritario e se la comunicazione scritta della cessione:

a) è stata fatta al debitore dal fornitore o dal cessionario in virtù di un potere conferito dallo stesso fornitore;

b) identifica in modo ragionevole i crediti ceduti e il cessionario al quale o per conto del quale il debitore deve effettuare il pagamento; e

c) riguarda crediti che derivino da un contratto di vendita di merci concluso prima o al momento in cui la comunicazione è stata fatta.

2. - Il pagamento da parte del debitore al cessionario è liberatorio se effettuato conformemente al paragrafo precedente, senza pregiudizio di ogni altra forma di pagamento ugualmente liberatoria.

Articolo 9

1. - Nel caso in cui il cessionario domandi il pagamento di un credito derivante da un contratto di vendita di merci al debitore, questi può esercitare nei confronti del cessionario tutti i mezzi di difesa derivanti dal contratto che egli avrebbe potuto opporre se la domanda fosse stata avanzata dal fornitore.

2. - Il debitore può anche esercitare contro il cessionario ogni azione in compensazione relativamente ai diritti e alle azioni esistenti contro il fornitore in favore del quale il credito è nato e che egli può invocare nel momento in cui la comunicazione scritta della cessione è stata fatta conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 8.

Articolo 10

1. - Senza pregiudizio dei diritti del debitore di cui all'articolo 9, l'inesecuzione o l'esecuzione difettosa o tardiva del contratto di vendita di merci non permette di per sé al debitore di recuperare la somma da lui pagata al cessionario, se il debitore dispone nei confronti del fornitore di una azione di recupero della somma pagata.

2. - Tuttavia, il debitore che dispone di una tale azione contro il fornitore può recuperare il pagamento che esso ha fatto al cessionario nella misura in cui:

a) il cessionario non si è liberato dall'obbligo di pagare al fornitore i crediti ceduti; o

b) il cessionario ha effettuato il pagamento ancorché fosse a conoscenza dell'inesecuzione o dell'esecuzione difettosa o tardiva da parte del fornitore del contratto di vendita concernente le merci per le quali il cessionario ha ricevuto il pagamento da parte del debitore.

CAPITOLO III - CESSIONI SUCCESSIVE

Articolo 11

1. - Quando un credito è ceduto da un fornitore ad un cessionario in virtù di un contratto di *factoring* regolato da questa Convenzione:

a) sotto riserva delle disposizioni dell'alinea b) del presente paragrafo, le regole enunciate negli articoli da 5 a 10 si applicano ad ogni cessione successiva del credito fatta dal cessionario o da un cessionario successivo;

b) le disposizioni degli articoli 8 a 10 si applicano come se il cessionario successivo fosse l'impresa di *factoring*.

2. - Ai fini della presente Convenzione, la comunicazione al debitore della cessione successiva costituisce anche comunicazione della cessione all'impresa di *factoring*.

Articolo 12

La presente Convenzione non si applica ad una cessione successiva proibita dal contratto di *factoring*.

CAPITOLO IV - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 13

1.- La presente Convenzione è aperta alla firma in occasione della seduta di chiusura della Conferenza diplomatica per l'adozione dei progetti di Convenzioni dell'Unidroit sul *factoring* e sul *leasing* finanziario internazionali e rimarrà aperta alla firma di tutti gli Stati fino al 31 dicembre 1990 ad Ottawa.

2.- La presente Convenzione è oggetto di ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati firmatari.

3.- La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati che non l'abbiano sottoscritta a partire dalla data dalla quale sarà aperta alla firma.

4.- La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante deposito di un formale strumento presso il depositario.

Articolo 14

1.- La presente Convenzione entra in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza del periodo di sei mesi dalla data di deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2.- Allorché uno Stato ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o aderisce dopo il deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, questa Convenzione entra in vigore nei confronti di tale Stato il primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 15

La presente Convenzione non prevale su un trattato concluso o ancora da concludere.

Articolo 16

1.- Se uno Stato contraente ha due o più unità territoriali, nelle quali sono applicabili differenti sistemi normativi nelle materie regolate dalla presente Convenzione, esso potrà dichiarare, in occasione della sottoscrizione, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, che la presente Convenzione verrà applicata a tutte le

sue unità territoriali o solo ad una o più di esse e potrà in qualsiasi momento sostituire questa dichiarazione con una nuova dichiarazione.

2.- Queste dichiarazioni devono essere notificate al depositario e devono indicare espressamente le unità territoriali alle quali si applica la Convenzione.

3.- Se, in virtù di una dichiarazione fatta in conformità con il presente articolo, questa Convenzione si applica ad una o più, ma non a tutte le unità territoriali di uno Stato contraente, e se la sede di affari di una parte è situata in questo Stato, tale sede di affari, ai fini della presente Convenzione, si considera localizzata in uno Stato contraente, soltanto se è situata in una unità territoriale in cui opera e si applica la Convenzione.

4.- Se uno Stato contraente non fa alcuna dichiarazione ai sensi del paragrafo 1, la Convenzione deve essere applicata in tutte le unità territoriali di questo Stato.

Articolo 17

1.- Due o più Stati contraenti che, nelle materie regolate dalla presente Convenzione, applicano norme giuridiche identiche o sostanzialmente coincidenti, possono dichiarare in ogni momento che la Convenzione non si applica quando il fornitore, il cessionario e il debitore hanno la loro sede di affari in questi Stati. Tali dichiarazioni possono essere fatte congiuntamente o mediante dichiarazioni unilaterali e reciproche.

2.- Ogni Stato contraente che, nelle materie regolate dalla presente Convenzione, applica norme giuridiche identiche o sostanzialmente coincidenti con quelle di uno o più Stati non contraenti, può, in ogni momento, dichiarare che la Convenzione non si applica allorché il fornitore, il cessionario e il debitore hanno le loro sedi di affari in tali Stati.

3.- Se uno Stato al quale si riferisce una dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente successivamente diviene Stato contraente, la menzionata dichiarazione avrà, a partire dalla data nella quale la presente Convenzione entrerà in vigore in tale Stato, l'effetto di una dichiarazione resa in virtù del paragrafo 1, a condizione che il nuovo Stato contraente si associ a tale dichiarazione o faccia una dichiarazione unilaterale e reciproca.

Articolo 18

Uno Stato contraente può in ogni momento dichiarare conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 6, che una cessione, fatta in base al paragrafo 1 dell'articolo 6, non ha effetto nei confronti del debitore che, al momento della conclusione del contratto di vendita di merci, abbia la propria sede di affari in questo Stato.

Articolo 19

1.- Le dichiarazioni rese in virtù della presente Convenzione al momento della sottoscrizione sono soggette a conferma in occasione della ratifica, accettazione o approvazione.

2.- Le dichiarazioni e le conferme di tali dichiarazioni devono essere rese per iscritto ed essere formalmente notificate al depositario.

3.- Le dichiarazioni producono i loro effetti contemporaneamente all'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti degli Stati interessati alla loro applicazione. Tuttavia le dichiarazioni, di cui il depositario riceve formale notifica dopo tale entrata in vigore, producono effetto dal primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data di ricezione da parte del depositario. Le dichiarazioni unilaterali e reciproche, rese in virtù dell'articolo 17, producono effetto dal primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data di ricezione dell'ultima dichiarazione da parte del depositario.

4.- Ogni Stato che fa una dichiarazione in virtù della presente Convenzione può in qualsiasi momento revocarla mediante formale notifica per iscritto indirizzata al depositario. Tale revoca produrrà effetto dal primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data di ricezione della notifica da parte del depositario.

5.- La revoca di una dichiarazione resa in virtù dell'articolo 17 rende inefficace, nei confronti dello Stato che l'ha resa, dalla data in cui la revoca produce effetto, ogni dichiarazione congiunta o unilaterale e reciproca resa da un altro Stato ai sensi di detto articolo.

Articolo 20

Non sono ammesse riserve se non quelle espressamente consentite dalla presente Convenzione.

Articolo 21

La presente Convenzione si applica quando i crediti ceduti in virtù di un contratto di *factoring* derivano da un contratto di vendita di merci concluso dopo l'entrata in vigore della Convenzione negli Stati contraenti a cui si riferisce l'alinea a) del paragrafo 1 dell'articolo 2, o nello Stato o negli Stati contraenti di cui all'alinea b) del paragrafo 1 di detto articolo, a condizione che:

- a) il contratto di *factoring* sia concluso dopo questa data; o che
- b) le parti del contratto di *factoring* abbiano convenuto che la Convenzione si applica.

Articolo 22

1.- La presente Convenzione può essere denunciata da ogni Stato contraente in ogni momento a decorrere dalla data di entrata in vigore della stessa in quello Stato.

2.- La denuncia si effettua mediante deposito di un formale strumento presso il depositario.

3.- La denuncia produce i suoi effetti dal primo giorno del mese successivo al sesto mese a decorrere dalla data del deposito dello strumento di denuncia presso il depositario. Allorché nella denuncia sia previsto un periodo più lungo per la produzione dei suoi effetti questa produrrà i suoi effetti alla scadenza di tale più lungo periodo a decorrere dal suo deposito presso il depositario.

Articolo 23

1.- La presente Convenzione è depositata presso il Governo del Canada.

2.- Il Governo del Canada:

a) informa tutti gli Stati che hanno sottoscritto la presente Convenzione o che vi abbiano aderito e il Presidente dell'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (Unidroit) su:

- i) ogni nuova sottoscrizione e ogni deposito di strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione e sulla data in cui tale sottoscrizione o tale deposito si sono verificati;
 - ii) ogni dichiarazione resa in virtù degli articoli 16, 17 e 18;
 - iii) ogni revoca di dichiarazione resa in virtù del paragrafo 4 dell'articolo 18;
 - iv) la data di entrata in vigore della presente Convenzione;
 - v) il deposito di ogni strumento di denuncia della presente Convenzione, così come sulla data in cui tale deposito si è verificato e sulla data a decorrere dalla quale la denuncia produce i suoi effetti;
- b) trasmette copie conformi e certificate della presente Convenzione a tutti gli Stati firmatari, a tutti gli Stati che vi abbiano aderito e al Presidente dell'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (Unidroit).

Del che fanno fede i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati dai rispettivi governi, che a tal fine hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Ottawa, il ventotto di maggio del millenove-centomantotto in un solo originale del quale le versioni inglese e francese sono ugualmente autentiche.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1538):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (COLOMBO) l'8 settembre 1992.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 ottobre 1992, con pareri delle commissioni I, II, V, VI e X.

Esaminato dalla III commissione il 3 dicembre 1992.

Esaminato in aula e approvato il 27 aprile 1993.

Senato della Repubblica (atto n. 1199):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 10 maggio 1993, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 20 maggio 1993.

Relazione scritta annunciata il 30 giugno 1993 (atto n. 1199/A - relatore sen. AGNELLI ARDUINO).

Esaminato in aula e approvato il 6 luglio 1993.

93G0323

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(5651380) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.